

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 AVRIL 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
9	0	7

OBJET DE LA DECISION

N° 23/150

**CONVENTION DE MISE A
DISPOSITION DU DOMAINE
PUBLIC METROPOLITAIN AU
PROFIT DE LA COMMUNE DE
LA SEYNE-SUR-MER EN VUE
D'IMPLANTER DU MOBILIER
URBAIN - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/150

BUREAU DU 3 AVRIL 2023

**O B J E T : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU DOMAINE
PUBLIC METROPOLITAIN AU PROFIT DE LA
COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER EN VUE
D'IMPLANTER DU MOBILIER URBAIN - AUTORISATION
DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°23/02/011 du 23 février 2023 portant adoption de la tarification à vocation commerciale du domaine public métropolitain,

VU la demande de la commune de La Seyne-sur-Mer du 22 novembre 2022,

VU la convention de mise à disposition ci-annexée,

CONSIDERANT qu'en date du 22 novembre 2022, la commune de La Seyne-sur-Mer a sollicité, par mail, la Métropole afin d'être autorisée à implanter du mobilier urbain sur le domaine public métropolitain, dans le cadre du montage d'un marché public,

CONSIDERANT que la convention de mise à disposition du domaine public métropolitain porte sur 20 emplacements répartis sur la commune de La Seyne-sur-Mer et qu'elle est consentie pour une durée d'un an renouvelable tacitement dans la limite de 16 ans moyennant une redevance annuelle de 3 120 €,

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de procéder à la signature de cette convention de mise à disposition consentie à la commune de La Seyne-sur-Mer pour l'autoriser à implanter du mobilier urbain sur le domaine public métropolitain,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition du domaine public métropolitain portant sur 20 emplacements répartis sur la commune de La Seyne-sur-Mer, consentie pour une durée d'un an renouvelable tacitement dans la limite de 16 ans, moyennant une redevance annuelle de 3 120 €.

ARTICLE 3

DE DIRE que les recettes correspondantes seront imputées sur le chapitre 70, article 70323, Budget Principal 2023 (et suivants), service foncier.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 avril 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
AU PROFIT DE LA COMMUNE
DE LA SEYNE-SUR MER**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision n° du

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée »,

D'une part

Et

La Commune de LA SEYNE-SUR-MER (Var), domiciliée 20, quai Saturnin Fabre, CS 60226, 83507 La Seyne-sur-Mer Cedex, représentée par son Maire en exercice, Madame Nathalie BICAIS, agissant en vertu de

Ci-après dénommée « l'Occupant »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre du montage d'un marché public d'installations de mobiliers urbains, la Commune de la Seyne-sur-Mer a sollicité la Métropole Toulon Provence Méditerranée afin d'être autorisée à implanter ces dispositifs sur le domaine public métropolitain.

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser la Commune de la Seyne-sur-Mer à installer ces dispositifs sur le domaine public métropolitain.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention :

La Commune de la Seyne sur Mer est autorisée à installer des mobiliers urbains sur les espaces suivants :

- Avenue Jean Albert Larmarque
- Bd Jean Rostand
- Avenue Max Barel, angle rue Peyre
- Avenue Max Barel, îlot central
- 33 avenue Toussaint Merle
- 765 avenue Toussaint Merle (Rd point atelier mécanique)
- 26, av Faidherbe
- Avenue Jean Jaurès, école maternelle
- 521, avenue de Rome : en face (pharmacie)
- Avenue de Rome : en face de l'hôtel Formule 1
- 184, chemin de la Farlède (Cap couleurs)
- Chemin de la Farlède (devant Maxi Bazar)
- 475, chemin de la Farlède en face (bar Léry)
- Boulevard de l'Europe (Le Pèle Mêle)
- Chemin de l'Evescat
- 56, bd Stalingrad (boulangerie Macario)
- 79, bd Stalingrad (Le Ventose)
- 45, bd Stralingrad (Immo St Jean)
- 26 bd Stalingrad (côté immeuble)
- 21 av Général Carmille, Clos Catherine

En cours d'exécution de la présente convention, toute nouvelle installation ou retrait de mobilier ne pourra se faire qu'avec l'accord exprès de la Métropole et devra en conséquence faire l'objet d'une demande préalable à la Métropole.

L'Occupant pourra autoriser la société, concessionnaire, à implanter ces dispositifs sur le domaine public métropolitain pour la validité de la présente convention restant à courir, sous réserve pour le sous-occupant de respecter toutes les clauses de la présente convention. A ce titre, l'Occupant pourra percevoir les redevances versées par le concessionnaire au titre de cette occupation.

Cette autorisation fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, et d'une remise en état des lieux à l'issue de l'autorisation.

Cette convention, précaire et révocable, est régie par les règles du droit administratif des collectivités territoriales, à l'exclusion de toutes autres législations, y compris celle relative au Code du Commerce.

Article 2 – Durée de la convention :

La présente convention prend effet à compter de la notification de la présente convention.

Elle est conclue pour une durée d'un an, renouvelable tacitement dans la limite de 16 ans.

Article 3 – Conditions financières :

L'Occupant versera une redevance annuelle, calculée et révisée chaque année, selon la tarification des redevances d'occupation à vocation commerciale du domaine public métropolitain votés en Conseil Métropolitain, en fonction du nombre de mobiliers installés.

La redevance annuelle s'élèvera pour l'année 2023 à **3120 € TTC** (trois mille cent vingt euros), calculée selon le détail ci-après :

- Autres installations fixes sur le domaine public : 13 € TTC / m² / mois x 20 emplacements x 12 mois.

Impôts et charges :

L'occupant réglera tous les charges, impôts, taxes et contributions de toute nature qui pourraient être réclamés à la Métropole au titre ou du fait de cette mise à disposition ; y compris les taxes foncières, et les frais de rôle, si la Dépendance du Domaine Public devait y être assujettie.

Article 4 – Dispositions générales :

L'Occupant devra se conformer à la législation réglementant ses activités. A cet effet, il devra notamment faire son affaire personnelle des contrôles de sécurité et vérifications diverses. Si besoin est, il devra effectuer à ses frais les remises en conformité.

La Métropole pourra demander à tout moment les justificatifs des contrôles et des mises en conformité.

L'occupant supportera également, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers en raison des travaux de toute nature ou de l'utilisation des parcelles occupées.

L'Occupant devra supporter sans indemnité les gênes qui pourraient résulter de certains travaux sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain et ce quelle que soit la durée.

L'Occupant veillera à maintenir en parfait état d'entretien et de propreté les dispositifs installés, sans participation d'aucune sorte de la Métropole.

Article 5 – Jouissance de la dépendance du domaine public :

L'Occupant prendra la Dépendance du Domaine Public dans l'état où elle se trouve le jour de son entrée en jouissance sans pouvoir exiger aucune remise en état ni réparation, ni aucun travail.

Il ne pourra élever aucune réclamation à ce sujet pour quelque motif ni exercer aucun recours contre la Métropole pour vice de construction, dégradation, infiltration, cas de force majeure et tout autre cause quelconque intéressant l'état de cette dépendance, y compris en raison de l'état du sol, du sous-sol, etc, et même la vétusté et l'usure.

Il devra jouir des lieux paisiblement, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité notamment des services Métropolitains, départementaux et du voisinage.

Article 6 – Travaux :

L'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés à l'article 1, ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de l'Occupant qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Il s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

Article 7 – Remise des lieux en état :

A la fin de la présente autorisation, et ce quelque soit le motif, l'Occupant devra remettre les lieux en l'état initial, ou laissera sur demande expresse de la Métropole, les aménagements et améliorations qu'il aura réalisés et dont la Métropole estimerait le maintien utile et ce sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité ou contrepartie.

Article 8 – Cession – Sous location :

Toute mise à disposition par l'Occupant autre que la personne chargée de la mise en place des mobiliers urbains devra faire l'objet d'un accord préalable et écrit de la Métropole.

Article 9 – Exclusion de responsabilité :

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages subis ou causés par l'exploitation ou par l'existence même des ouvrages objets de la présente convention.

Le Propriétaire ne pourra être tenu pour responsable des dégradations, vols, ou détournements concernant les biens mis à disposition.

L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation ou contestation du fait de l'établissement ou de l'exploitation d'autres ouvrages et activités autorisées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à proximité du périmètre de la zone faisant l'objet de la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués par la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou sous sa maîtrise d'ouvrage sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Article 10 – Assurances :

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux puis le 1er janvier de chaque année, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

Polices d'assurances :

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques d'occupation, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Il est tenu d'assurer tous les biens immobiliers et mobiliers compris dans l'emprise faisant l'objet de la présente convention que ceux-ci existent ou qu'ils s'y ajoutent ultérieurement.

Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre dans les meilleurs délais la réparation de dommages ou la reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. En l'absence de diligence, et après mise en demeure restée infructueuse, la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

Article 11 – Cessation, révocation, résiliation de l'autorisation :

Cessation d'occupation :

La cessation d'occupation pour quel que motif que ce soit n'ouvre aucun droit à versement d'indemnité par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, sous 7 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

Cessation à l'initiative de l'Occupant :

La cessation intervient au terme normal de l'autorisation consentie, sans renouvellement. Elle peut également intervenir par anticipation sur demande de l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

Révocation à l'initiative du Propriétaire pour défaut d'exécution des obligations de l'Occupant :

Elle est prononcée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, adressée à l'Occupant pour l'inviter soit à :

Se conformer à l'une des conditions de la présente convention

Résiliation ou expiration du marché mentionné dans le préambule de la présente convention

Obtempérer aux instructions qui lui auront été données par un agent de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Retrait pour cause d'intérêt général :

Il intervient sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de retrait avec un préavis d'un mois.

Article 12 – Contestation :

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Fait à Toulon, le

Le Maire de la Commune
De la Seyne-sur-Mer

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Nathalie BICAIS

Hubert FALCO

BRET Sandra

De: gestiondudomaine@la-seyne.fr
Envoyé: mardi 22 novembre 2022 15:07
À: BRET Sandra
Cc: ASTORE Caroline
Objet: Demande autorisation d'occupation temporaire du domaine public: installation de mobilier urbain pour l'information (MUPI)
Pièces jointes: Photographies coordonnées GPS Mupi.pdf

Bonjour Madame BRET,

Dans la continuité des échanges intervenus entre nos services, à savoir entre M. Olivier BURTE et M. Claude WEISS au sujet des mobiliers urbains pour l'information (MUPI) susceptibles d'être implantés sur le territoire de la Commune, il avait été convenu que ce type de mobilier n'était pas lié à la voirie et relevait plutôt d'un mode de communication dont la compétence demeure communale.

En conséquence, afin de permettre au service publicité de poursuivre le montage du marché public d'installation de mobiliers urbains, il est nécessaire que la Métropole délivre d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public métropolitain au profit de la Ville, pour la mise en place desdits MUPI. Je vous sollicite donc aujourd'hui, afin d'obtenir cette AOT.

Vous trouverez ci-après, le listing des mobiliers concernés:

- Avenue Jean Albert Larmarque
- Bd Jean Rostand
- Avenue Max Barel, angle rue Peyre
- Avenue Max Barel, îlot central
- 33 avenue Toussaint Merle
- 765 avenue Toussaint Merle (Rd point atelier mécanique)
- 26, av Faidherbe
- Avenue Jean Jaurès, école maternelle
- 521, avenue de Rome: en face (pharmacie)
- Avenue de Rome: en face de l'hôtel Formule 1
- 184, chemin de la Farlède (Cap couleurs)
- Chemin de la Farlède (devant Maxi Bazar)
- 475, chemin de la Farlède en face (bar Léry)
- Boulevard de l'Europe (Le Pèle Mêle)
- Chemin de l'Evescat
- 56, bd Stalingrad (boulangerie Macario)
- 79, bd Stalingrad (Le Ventose)
- 45, bd Stralingrad (Immo St Jean)
- 26 bd Stalingrad (côté immeuble)
- 21 av Général Carmille, Clos Catherine

A toute fin utile, vous trouverez également le document support réalisé par le Service Publicité, avec un visuel des adresses.

Dans l'attente de votre retour,

Je vous souhaite bonne réception du présent courriel et de sa pièce jointe.

Bien cordialement,

GOULIN Camille
DGA ATTRACTIVITÉ, CADRE DE VIE ET VILLE DURABLE
Pôle Immobilier et Domaine Public Communal
Service Occupation de l'Espace Public et Foncier
04 94 06 93 02